

*Le budget—M. Volpe*

[Français]

Pourquoi le ministre des Finances et son gouvernement, monsieur le Président, n'ont-ils pas adressé les problèmes fondamentaux de l'économie canadienne? Pourquoi ne s'est-il pas concentré sur la qualité de cette économie et sur ce qui est nécessaire pour le succès pendant les 5 ou 10 prochaines années?

Avec ce Budget, le ministre devrait établir la flexibilité et les moyens fort profonds dans cette économie, à moins qu'elle puisse augmenter la richesse du pays et ce, en se développant sur plusieurs fronts, pour améliorer le bien-être de tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.

[Traduction]

Pourtant au cours des cinq prochaines années, les dix professions qui devraient contribuer le plus à la création de nouveaux emplois se trouvent dans le secteur des emplois peu spécialisés et de spécialisation moyenne où la rémunération est inférieure à la moyenne hebdomadaire. Je dois demander ceci aux ministériels. A quels enfants s'adressent ces emplois? A qui réserve-t-on un avenir de ce genre?

Le ministre des Finances a l'audace d'affirmer que ce budget tend à accroître le niveau de chômage, niveau qui est déjà en hausse dans sept des dix provinces. Les Canadiens doivent sûrement avoir de la difficulté à l'accepter sachant que 60 p. 100 environ du chômage actuel est attribuable au fait qu'on ne peut trouver des gens ayant les compétences voulues pour occuper les postes vacants.

Ainsi, 600 000 postes environ restent inoccupés. Ce chiffre représente le pourcentage le plus élevé, le total le plus élevé, depuis 1966. Dans quelque 300 catégories d'emplois spécialisés, on ne peut combler les postes et, en général, la situation ne s'améliore pas. En fait, elle empire.

Ainsi, l'âge moyen des hommes de métier dans le bâtiment, qui est si important pour la croissance de beaucoup de nos grandes métropoles, comme Toronto, Montréal et Vancouver, est de 55 ans. Ce qui est encore pire, c'est que l'analphabétisme au Canada, alors qu'un adulte sur six est analphabète, coûte quelque 4 milliards de dollars par année aux entreprises et un total de 10 milliards de dollars à la société en général.

Les répercussions sur la productivité canadienne sont aussi manifestes qu'importantes. On prévoit une croissance et une productivité d'à peine 0,7 p. 100 au cours des quatre prochaines années, alors que si nous voulons être compétitifs sur le marché mondial, cette croissance devrait varier entre 1,5 p. 100 et 2 p. 100.

• (1640)

On pardonnera aux Canadiens leur scepticisme et leur cynisme. Comment réagir autrement à la propagande conservatrice. Les conservateurs dépensent, selon mon

collègue de gauche, 2,7 millions de dollars de l'argent des contribuables pour convaincre tous les habitants de notre pays, et nous tous qui sommes ici, que le gouvernement est en fort mauvaise posture et que la seule issue est de multiplier les impôts. Les quatre budgets précédents, qui visaient à présumer les intérêts des riches étaient loin de correspondre aux normes minimales d'une saine gestion économique.

Les péchés d'omission sont perçus comme autant de trahisons pour les Canadiens: aucun programme complet de formation des travailleurs; aucune stratégie nationale en matière d'enseignement; diminution de l'aide accordée à la recherche et au développement; insuffisance du financement des industries de fabrication exportatrices; politique de déréglementation favorisant des monopoles au détriment de la compétitivité; imposition disproportionnellement lourde des deux groupes qui participent le plus à la vie économique—et je fais ici allusion aux deux groupes de revenus qui sont au bas et au milieu de l'échelle—abandon d'une stratégie industrielle qui aurait pu soutenir les secteurs mous des industries appartenant à des Canadiens, élargir l'assiette fiscale et réduire la dépendance par rapport aux programmes gouvernementaux.

Tandis que les budgets, dans le passé, renforçaient l'infrastructure de notre société, relançaient la croissance et redonnaient une nouvelle confiance au pays et à l'étranger, celui-ci perpétue ce sentiment de dérive si caractéristique maintenant des gouvernements conservateurs. Les péchés par omission ont été aggravés par la perversité des erreurs commises dans ce budget. Le ministre a enclenché un mouvement qui fera disparaître l'infrastructure qui unit le Canada et lui donne une chance de survie devant les pressions continentales.

Nous voyons que le secteur privé s'emparera bientôt d'Air Canada et de la Société des postes. Nous n'entendons plus parler non plus de VIA Rail et d'un système d'assurance-chômage équitable puisque le gouvernement se retire.

Qui plus est, le ministre des Finances (M. Wilson) refuse d'admettre le mal qu'il est en train de faire sur le plan mondial. Le gouvernement revient sur ses engagements en matière de défense et d'aide. On reconnaît bien là les mêmes supercheries cyniques qu'il s'est permises sur le plan intérieur. En réduisant l'APD, le ministre a agi au mépris de notre parole d'honneur. Il a par conséquent miné notre autorité morale sur le plan international, terni notre réputation d'honnête courtier, affaibli nos marchés d'exportation et de façon générale convaincu nos alliés et nos amis étrangers que nous n'étions plus fiables.

Le reste du monde est en train d'apprendre ce que les Canadiens savent déjà: que les conservateurs ne peuvent trouver le mot «intégrité» dans aucun dictionnaire.

**Une voix:** C'est vrai.